



PROGRESSIVE ALLIANCE **ALLIANCE PROGRESSISTE**

ALIANZA PROGRESISTA

www.progressive-alliance.info

15 novembre 2019

Contre la restriction des libertés civiles et démocratiques au Brésil

Conformément à sa précédente résolution de 2018 (« Contre la menace de la social-démocratie au Brésil »), l'Alliance progressiste est profondément préoccupée par l'évolution de la situation du pays depuis l'élection de Jair Bolsonaro de l'extrême-droite comme président du pays.

Dilma Rousseff, qui avait été élue démocratiquement, a été démise de ses fonctions en mai 2016 sur la base de justifications douteuses. Cette destitution a rompu avec la normalité du pays qui avait été réintroduite avec la constitution de 1988. Elle a marqué la fin d'une période de changements qui avait étendu la participation de la société au processus politique et réduit les inégalités sociales et économiques. Sans aucune légitimité, différentes réformes ont été adoptées par le gouvernement qui a suivi celui de l'ancien vice-président Michel Temer. Ces dernières ont eu pour conséquence une énorme récession sociale et économique.

Les poursuites judiciaires engagées contre l'ancien président Lula et sa condamnation, sans que rien n'ait été prouvé, ont été récemment révélées par la divulgation de messages provenant du chat piraté entre le ministère public et le juge en charge de l'affaire. La condamnation de Lula constitue le point d'orgue provisoire d'une attaque contre l'État de droit et la démocratie brésilienne, car elle a empêché Lula de se présenter aux élections. Les sondages d'opinion l'avaient clairement placé en première position. Le scandale de corruption suivi par l'unité spéciale Lava Jato a été instrumentalisé à des fins politiques afin d'empêcher l'élection d'un nouveau gouvernement dirigé par le parti des travailleurs (PT).



Dans ce contexte de violation des normes démocratiques ainsi que de diffusion massive de fake news et de discours de haine, Jair Bolsonaro, capitaine à la retraite, représentant de l'extrême droite et défenseur de la dictature militaire, a été élu président. Le discours du président rend légitime la violence de ses partisans, renforce le racisme structurel, les préjugés et l'intolérance en tous genres.

Le nouveau gouvernement attaque toutes les institutions d'une démocratie pluraliste et moderne mises en place depuis trois décennies. La Haute Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies et ancienne présidente du Chili a récemment déploré au sujet du Brésil la « réduction des libertés civiles et démocratiques », l'existence « d'un discours politique sur les exécutions sommaires » et la poursuite de l'impunité existante.

Le choix d'une politique d'austérité stricte, une vague de privatisation au hasard et la réforme des retraites ont aggravé la récession économique et la pauvreté et compromis la capacité de l'État à faire avancer l'évolution du pays. Comme dans d'autres pays, l'échec des concepts néolibéraux se dessine à nouveau.

La menace de la nouvelle réforme du droit du travail est également fondée sur ce concept. Elle entraîne une importante réduction des droits et des garanties des travailleurs et travailleuses ainsi qu'une précarisation du travail et vise clairement un affaiblissement des syndicats.

Le Brésil fait face à une dégradation rapide de ses acquis sociétaux des deux dernières décennies ainsi que de ses mécanismes de contrôle institutionnels. De cette façon, les valeurs fondamentales démocratiques du pays partent en déliquescence et dans un même temps, la destruction de l'Amazonie et d'autres espaces naturels ainsi que leurs populations est forcée.

- L'Alliance progressiste exprime sa profonde préoccupation quant à la déliquescence de la démocratie au Brésil, aussi bien en raison de la façon dont le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir qu'en raison de la façon dont il exerce ce pouvoir.



- L'Alliance progressiste condamne l'incitation à la violence ainsi que la réduction par le gouvernement brésilien des espaces démocratiques destinés à la participation et au débat. La relation entre le gouvernement et la société civile est « caractérisée par des attaques contre les représentants des droits de l'homme et des restrictions en matière de travail de la société civile ». Nous partageons cette évaluation de la Haute Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies.
- L'Alliance progressiste appelle à maintenir les garanties et les libertés démocratiques dans l'esprit de la constitution de 1988 et à respecter la validité des droits de l'homme et le pluralisme des idées, des identités, des croyances, des idéologies et des positions politiques.
- L'Alliance progressiste exhorte le gouvernement à respecter l'organisation syndicale et le droit du travail.
- L'Alliance progressiste réaffirme le manifeste établi par 17 juristes, avocats, experts en droit, ex-ministres de la justice et juges à la Cour suprême de huit pays : « Lula n'a pas eu droit à un procès, il a été victime d'une persécution politique. ». C'est pourquoi l'Alliance progressiste demande la libération définitive de Lula.
- L'Alliance progressiste salue la décision approuvée le 7 novembre par la Cour suprême du Brésil qui réaffirme la disposition de la Constitution brésilienne selon laquelle personne ne devrait être soumis à l'exécution d'une peine tant que le verdict définitif n'a pas été rendu par le système juridique. Cette décision permet la libération immédiate de Lula et d'autres prisonniers politiques au Brésil.